



« Ils faut qu'ils arrêtent de s'inquiéter »

C'est ce que répondait la secrétaire d'état Mme DARRIEUSECQ dans la presse locale le 18 février 2020, réagissant à un entretien avec le secrétaire général du Syndicat Défense Corrèze CGT qui affirmait que l'inquiétude des salariés concernant l'avenir du PGT était toujours grande.

Effectivement comment penser que tous les voyants seraient « au vert » au PGT ?

Les recrutements non réalisés en 2019 ne le sont toujours pas, nous n'avons plus de correspondant RH depuis 3 mois, le chargé de prévention part dans moins d'un mois en congés avant retraite, il y a deux départs à la retraite en production cette année, sept postes sont vacants à la BNE, les formations que l'on nous avait promises ne sont toujours pas choisies ni budgétisées et nous ne connaissons pratiquement rien de la structure ou de la branche qui va normalement nous accueillir dans trois mois !

De plus la crise du COVID 19 a contribué, par notre confinement, aux retards de nombreuses prises de commandes et de réalisations de travaux pérennes. Ne parlons même pas de ceux du SSA qui doivent arriver suite à la fermeture du point d'impression d'Orléans. Nous nous retrouvons face à une charge à venir tellement colossale que même les plus optimistes ne voient pas comment on va pouvoir faire !

Alors que va-t-il se passer ?

Une telle situation ne permet pas aux personnels de travailler dans une grande sérénité. Nous sommes dans une situation où nous voulons tous croire que le PGT va rester en piste mais il est évident que les handicaps que l'on nous fait porter sont une grande source d'inquiétude et laissent craindre fortement qu'ils nous mettent rapidement hors course.

Et ce ne sont pas les éventuelles réorganisations internes (optimisation de l'outil de production, mise en place d'horaires décalés) qui permettront de palier aux difficultés suscitées.

La meilleure solution, selon nous, nous vous l'avons donné à plusieurs reprises et depuis de nombreux mois : recruter des personnes du métier en rendant attractifs nos postes financièrement et des personnes motivées que l'on formerait en interne à condition que les moyens nous en soient donnés. L'objectif maximum de 36 personnes, que nous n'avons jamais cautionné, doit être revu et nous devons revenir à l'effectif de 45 personnes que le SGA Mr BODIN avait établi, en 2015, comme le seuil minimum de fonctionnement du PGT.

Si rien n'est fait très rapidement, oui, nous pensons que le PGT est en très grand danger.

Vient se rajouter à cette situation la distribution des nouvelles fiches de postes et des notes de services concernant le transfert des personnels au SCA à partir du 1^{er} octobre 2020. Et là aussi, en plus de documents truffés d'erreurs et au formalisme pour le moins disparate et d'une procédure assez opaque, l'administration met la pression sur les personnels pour signer rapidement le récépissé joint (mais qui aurait l'air d'avoir valeur de « bon pour accord ») sous peine de se retrouver en situation de « demande de mobilité » !

Cette situation est inacceptable et nous exigeons donc, avant toute signature ou engagement des personnels pour un transfert dont on ne connaît pas grand-chose et qui prend des airs de grand saut dans l'inconnu, que les agents puissent faire remonter leurs remarques sur les documents et que, le cas échéant, l'administration prenne le temps de les modifier.

Et aussi que très rapidement une réunion soit organisée entre nos futurs patrons et le personnel du PGT pour obtenir des éclaircissements sur les perspectives d'avenir qu'induit ce transfert.

Merci de votre attention.